



*Communiqué de presse
Paris, 13 octobre 2021*

Grave agression d'un inspecteur du travail en Corse : la CGT TEFP apporte tout son soutien à notre collègue, la ministre doit réagir !

Le syndicat national travail emploi formation professionnelle - CGT a été informé de la grave agression dont a été victime un inspecteur du travail de Corse-du-Sud hier. Alors qu'il tentait, conformément à ses prérogatives, de retirer un salarié d'une situation de travail présentant un risque grave de chute de hauteur, notre collègue a subi des propos outrageants ainsi que des menaces de représailles envers sa famille, avant d'être violemment frappé au visage - au point qu'il a dû être conduit aux urgences.

Nous lui apportons tout notre soutien et notre solidarité, de même qu'à l'ensemble des collègues de Corse qui ont légitimement cessé le travail en réaction.

Une telle agression constitue en effet une attaque inacceptable envers l'ensemble des agent.es qui quotidiennement effectuent des missions de services publics essentielles à la protection des salarié.es et des populations.

Nous déplorons que les plus hauts responsables du ministère du travail, de la direction générale du travail, et jusqu'aux ministres elles-mêmes, ait participé ces dernières années à un climat de remise en cause des prérogatives et de la légitimité de leurs agent.e-s, climat qui ne peut qu'accroître les risques d'obstacles et d'agressions.

Au-delà du soutien juridique à notre collègue (protection fonctionnelle, dépôt de plainte), il est donc plus que temps que le gouvernement défende publiquement la légitimité des interventions de l'inspection du travail et condamne fermement les agressions à l'encontre de ses agent.es. Nous demandons à ce que Madame BORNE se rende en Corse afin d'apporter son soutien aux collègues, qu'elle s'assure d'une réaction de la justice à la hauteur de cette agression, qu'elle communique auprès des syndicats d'employeurs et rappelle publiquement les prérogatives de l'inspection du travail et les sanctions encourues en cas d'obstacle, d'outrage ou d'agression envers les agent.e-s du ministère.

A l'heure où il reste moins de 1800 inspecteurs.trices et contrôleur.es du travail en section d'inspection pour l'ensemble des salarié.es, que près de 40% des sections d'inspection sont vacantes en Corse (empêchant de facto les contrôles en binôme), où les conditions d'exercices sont tellement dégradées que le peu de postes ouverts aux concours peinent à trouver preneur.se, l'expression publique d'un soutien au plus haut niveau du ministère est le minimum dû à notre collègue et à l'ensemble des agent.es.

La CGT TEFP appelle à se rassembler et à se mobiliser plus que jamais en défense de nos missions et de nos conditions de travail

Contact presse : Valérie Vicens 06 77 99 04 52